

LE COURRIER

L'ESSENTIEL, AUTREMENT.

GENÈVE

Des écoles bannissent chips et sodas



À l'école de l'Europe, les sodas, thés froids, bonbons, chips et autres chewing-gums sont désormais interdits. JPDS

3 Afin de lutter contre le surpoids, quelques écoles primaires de Genève interdisent certains aliments gras ou sucrés consommés durant les récréations. Mesure qui ne plaît cependant pas à tous les parents.

éditorial
BENITO PEREZ

EXCLUSION STRUCTURELLE

10

Le rapport se voudrait rassurant: le taux de citadins dépendant de l'aide sociale est stable depuis 2006. La donnée est au contraire inquiétante. Malgré une économie florissante¹, la Suisse continue de forcer des centaines de milliers de personnes à quémander l'aumône. Qu'advient-il quand la conjoncture se retournera?

Second constat de cette étude menée par la HES bernoise: les besoins d'assistance publique n'ont pas suivi la courbe du chômage – à la baisse, de son côté. On le savait, mais il est bon de le rappeler: dans l'opulente Helvétie, travailler ne garantit pas le minimum vital. Crise ou pas crise.

La troisième confirmation, peut-être la pire, concerne le nombre croissant de quinquagénaires se retrouvant sur le carreau. Expulsés du monde de l'entreprise, privés de rentes AI, sans droit à la retraite anticipée, ils terminent leur vie professionnelle de la pire des façons. Aux guichets de l'assistance.

N'en déplaise aux propagandistes de la croissance, il est patent que l'économie libérale de plus en plus concurrentielle produit aujourd'hui une exclusion structurelle. Ce socle peut varier selon les politiques d'intégration mises en œuvre ou les

aléas de la conjoncture, mais il est bel et bien incompressible.

Les discours et les politiques de culpabilisation des exclus – sans cesse réitérés (surtout) par la droite – n'en sont que plus détestables. Sous un vernis social («aider les gens à s'en sortir»), ils ont surtout un but politique, occultant les (vrais) gagnants du système et tentant de diviser entre «bons» et «mauvais» pauvres.

Or, à un problème structurel doivent être apportées des réponses collectives. Cela passe notamment par la création d'emplois pour tous. La finance et la production high-tech ne suffiront pas. En proposant hier d'inclure une facette intégrative à la promotion économique, voire à l'attribution de marchés publics, les Verts genevois vont dans le bon sens.

Tout comme les initiatives de la gauche et des syndicats pour un salaire minimum ou pour la réduction des écarts salariaux (1:12), qui remettent le travail au cœur de l'économie. De même, l'initiative AVS+ redonne quelques droits là où règne l'arbitraire des aides complémentaires.

Des solutions modestes mais qui ont le mérite d'exister.

¹Durant ce laps de temps, le PIB suisse a progressé en moyenne de 2% par an.

16 **LA BÂTIE, GENÈVE**
Avec **Sandra qui?**, Sébastien Grosset rend un brillant hommage à la metteuse en scène Sandra Amodio.

4 Les **profs de gym** de Genève feront grève le 11 septembre afin de réclamer des salaires équivalents à ceux des autres disciplines.

7 **Plagiat** et **mobbing** ont en partie été confirmés par deux enquêtes administratives à l'Uni de Neuchâtel, où le climat est plombé.

DEMAIN JEUDI,
JOUR DU JEÛNE GENEVOIS,
LE COURRIER NE PARAÎTRA PAS.

PUBLICITÉ

CINÉMA BELLEVAUX
lausanne

la porte vers d'autres horizons

www.cinemabelleaux.ch

- > cinéma indépendant
- > versions originales
- > séances sans entr'acte
- > 2 minutes de pub max.
- > popcorn prohibé

PUBLICITÉ

REPRENONS NOS DROITS
UNE LISTE UNITAIRE POUR UN RETOUR DE LA GAUCHE COMBATIVE AU GRAND CONSEIL

GRAND CONSEIL - LISTE 1
ENSEMBLE à GAUCHE

solidarités
Parti de Travail
Les Indépendants de Genève
Mouvement des Aînés, des Locataires, du Emploi et du Social
La Gauche
Parti Communiste Genevois
Action des Citoyennes et de l'Environnement EN MOUVEMENT



ÉCOLE *A Genève, plusieurs écoles primaires interdisent ou s'apprêtent à interdire certains aliments gras ou sucrés, afin de lutter contre le surpoids. Mesure salutaire ou liberticide?*

Sodas, bonbons et chips renvoyés

RACHAD ARMANIOS

Sodas, thé froid, bonbons, chewing-gums et chips: depuis la rentrée à l'école primaire de l'Europe, dans le quartier populaire des Charmilles, le règlement de l'établissement bannit ces aliments des goûters que les élèves peuvent consommer à la récréation. A Genève, au moins deux établissements connaissent déjà des interdictions similaires, et six autres s'apprêtent à franchir ce pas, certains cette année déjà, selon le Service santé jeunesse (SSJ).¹ Ce service est l'un des acteurs du projet «Collations saines à la récré», soutenu par Promotion Santé Suisse et la Direction générale de la santé genevoise. Le but n'est pas une généralisation de la mesure dans tout le primaire, mais de proposer ce modèle aux établissements intéressés, explique Jean-Dominique Lormand, directeur du SSJ. Les écoles concernées ne correspondent donc pas forcément aux endroits les plus touchés par le surpoids ou les problèmes de carie. A l'Europe, c'est toutefois le cas, puisque cette zone, caractérisée par une forte densité urbaine, un niveau socio-économique assez bas et une grande proportion de migrants, forme l'une des poches d'obésité à Genève.



Sodas
Sont interdits: les sodas, le thé froid, les chips, les bonbons et les chewing-gums. **Merci donc de ne plus en fournir à votre enfant, faute de quoi le goûter sera confisqué et renvoyé à la maison.**

La zone de l'école de l'Europe est caractérisée par une forte densité urbaine, un niveau socio-économique assez bas et une grande proportion de migrants; elle forme l'une des poches d'obésité à Genève. JPDS/RA

Prise de conscience

C'est le conseil d'établissement qui a décidé d'introduire des restrictions. «Il y a eu une prise de conscience que les enfants venaient souvent en classe le ventre vide le matin et, pour compenser, mangeaient des choses peu saines à la récréation», explique la directrice Fabienne Gianinazzi Malfroid. Un sondage auprès des élèves a montré qu'environ 40% d'entre eux manquaient le petit-déjeuner, s'alarme-t-elle.

Et d'affirmer que l'impulsion est venue de parents actifs dans le conseil d'établissement dont les efforts se révélèrent vains: entre les quartiers de pomme ou les chips des copains, difficile de résister... Autre motivation, une baisse de la concentration de nombreux élèves en deuxième partie de matinée.

La mesure n'est pas tombée du ciel, raconte Evelyne Itas, une maman qui fait partie du conseil d'établissement et est elle-même infirmière. Depuis deux ans, l'école sensibilise à

une nutrition équilibrée. Propositions de goûters sains durant certaines récréations (fromage, légumes, pain complet, fruits, etc.), un grand goûter équilibré avec les parents, une semaine «cuisine». Quant à une bonne hydratation, la cour dispose d'une fontaine à eau et les élèves ont droit à une gourde sur leur bureau.

Goûters confisqués

«Une diététicienne du SSJ a toutefois convaincu le conseil d'établissement que la sensibi-

lisation ne suffisait pas», poursuit la directrice. «Aux réunions consacrées au sujet, les parents ne parlant pas le français ne répondaient pas présent», ajoute M^{me} Itas.

Pourquoi ne pas interdire aussi les barres chocolatées? «On ne voulait pas être trop radical. Les recommandations de la Clinique dentaire et du SSJ auraient amené à bannir une trop longue liste d'aliments», explique la directrice. L'application de la mesure aurait été trop compliquée, complète M^{me} Itas.

Les élèves en flagrant délit se voient désormais confisquer leur goûter, lequel est retourné aux parents avec une explication et un talon réponse. L'espoir étant de parvenir à sensibiliser les familles au-delà du cadre scolaire. I

A la connaissance du SSJ, le programme est déjà intégré dans les établissements La Roseraie, Le Corbusier, l'Europe. Il est en train d'être mis en place à différents stades d'avancement à: Cayla, De Haller-Plateau de Haller, Avanchet, Vollandes-Monchoisy, Val d'Arve, Pervenches-De Montfalcon.

À LA ROSERAIE, «LES PARENTS NOUS DISENT MERCI»

«Le plus difficile a été de convaincre les enseignants.» Jennifer Corniolay, enseignante à l'école de La Roseraie est à l'origine du programme «Collations saines à la récré». En 2008, son école initie ce projet pilote, qui comprend deux axes: promotion de l'activité physique et de l'alimentation saine. Durant deux ans, toute une série d'actions de sensibilisation sont entreprises. Mais le gras et le sucre s'attendent toujours les récréations. L'interdiction des bonbons, chips et chewing-gums est alors introduite dans le règlement. Les sodas ne sont pas non plus tolérés. «Nous n'avons eu que des remerciements de la part des parents. La clé d'une interdiction est de convaincre en amont de son bien-fondé.» Aujourd'hui, il faut régulièrement rappeler les règles, mais «les cochonneries» ont déserté l'école et nécessitent très peu d'investissement du corps enseignant, assure-t-elle.

Et en dehors de l'école? Le programme n'a pas fait l'objet d'une évaluation systématique et il n'est pas possible de mesurer son effet sur le surpoids des élèves, concède M. Lormand. Mais cela fonctionne, est-il persuadé: «A la Roseraie, les enfants font remonter le message aux parents, comme s'ils les rééduquaient!» RA

«Une ingérence dans les familles»

Dans des écoles où des interdits sont édictés, des parents ont mal réagi à ce qu'ils perçoivent comme un intrusion malvenue dans leurs compétences éducatives, reconnaît Jean-Dominique Lormand, directeur du Service santé jeunesse. Président de l'association professionnelle des enseignants du primaire, Laurent Vité craint effectivement des conflits avec des parents. «Interdire les goûters malsains à la récréation ne change rien sur ce qui est mangé à la maison», ajoute-t-il. «Les élèves se gaveront encore plus après l'école à Planète Charmille (le centre commercial adjacent, ndr). Je suis ahuri. On ne mène pas les élèves à l'autonomie à coups de trique, mais en les éduquant et en les sensibilisant», réagit encore un enseignant à la retraite. Laurent Vité regrette que l'école aille une fois de plus au front pour masquer des hypocrisies. «Il n'y a aucune régulation sur les publicités alimentaires qui coupent les dessins animés!»

Face au laxisme du politique et aux dégâts de la malbouffe sur la santé, Nathalie Farpour-Lambert salue au contraire le «courage» des écoles qui se positionnent avec un message clair. «Les sodas n'ont rien à faire dans les écoles, la mesure devrait être généralisée», réagit cette pédiatre responsable du programme Contrepoids des HUG. Pour compenser un demi-litre de coca, un enfant devrait marcher deux heures et demi! Les sodas sont cause d'obésité et de caries, ce sont de véritables corsifs. Au Cycle d'orientation, les distributeurs de boissons ont été bannis depuis plusieurs années, se réjouit M. Lormand, tandis que le SSJ se bat pour étendre la mesure au postobligatoire.

Pour le primaire, M^{me} Farpour-Lambert estime que les goûters, chips ou pas, devraient carrément être interdits dès 6 ans, car ils vont bien au-delà de l'apport nutritionnel nécessaire si l'enfant prend bien son petit-déjeuner.

Va-t-on vers une société hygiéniste et liberticide? «Des parents seront peut-être choqués, mais la liberté, c'est choisir en toute connaissance de cause. Or la population est mal informée des conséquences pour la santé.» «Prévention et interdiction sont complémentaires», insiste M. Lormand. Le Plan d'études romand prévoit désormais une éducation nutritionnelle. Une méthode fondée sur la notion de plaisir - Senso 5 - sera testée cette année dans une centaine de classes des deux premiers degrés d'école.

«Une réunion avec les parents est prévue, elle permettra de mesurer comment ils accueillent le nouveau règlement», commente Fabienne Gianinazzi Malfroid, directrice de l'Europe. Dans le préau, les mamans rencontrées sont plutôt favorables. «Je ne donne jamais de goûters malsains à mon enfant. Il ne sera plus tenté par ceux de ses camarades, commente une maman d'un élève en surpoids.»

«C'est nul, les élèves en apportent en cachette», réagit une élève. «C'est bien, certains se moquent de ceux qui sont gros», l'interrompt sa camarade. «Cela aide mes parents à limiter les bonbons», dit une autre. Plus loin, deux adolescentes du Cycle transportent chips et thé froid dans leur sac à main. En surpoids, l'une d'elle n'y voit pas de problèmes, «si tu te brosses les dents ensuite». RA

Le surpoids en recul à l'école enfantine

PAULINE CANCELA

C'est plutôt une bonne nouvelle. Selon une étude publiée lundi par Promotion Santé Suisse, les petits Genevois sont de moins en moins touchés par le surpoids et l'obésité. Du moins à leur entrée à l'école, lorsqu'ils passent pour la première fois la visite médicale à 5 ans. La prévention commencerait-elle à porter ses fruits? Probable. «L'obésité est un phénomène complexe induit par une pléthore de variables. Mais on peut imaginer une plus grande sensibilisation des milieux de la santé, des crèches, des mères et des familles en général», explique le médecin Per Bo Mahler, spécialiste au Service de médecine de l'enfant et de la Jeunesse de l'Etat de Genève.

Le pourcentage de tout-petits atteints de surpoids a diminué de cinq points entre 2008 et 2011. C'est d'autant plus encourageant que l'évolution de l'obésité est la plus importante dans les premières années de vie, poursuit-il. Selon Promotion Santé Suisse, la Ville de Zurich observe le même phénomène de légère récession entre 0 et 5 ans (les données manquent pour le reste de la Suisse).

Mais il n'y a pas non plus de quoi sauter au plafond. Au niveau suisse cette fois, les dernières années de scolarité sont à cet égard critiques avec une nette augmentation de la prévalence du surpoids, si bien que le rapport suggère de ne pas les oublier dans les efforts de prévention. Plus les élèves avancent en âge, plus les enfants en surpoids augmentent, passant de 12% en début de scolarité à 21% à la fin du Cycle.

En 2013, un écolier sur cinq demeure en surpoids léger ou important et presque 4% des élèves peuvent être qualifiés d'obèses. Mais, selon Promotion Santé Suisse, il s'agit tout de même d'une stabilisation «positive» de l'épidémie sans qu'on puisse encore parler d'une inversion de tendance.

Cette stabilisation «à un niveau élevé» est également constatée dans d'autres pays. Certains, comme l'Espagne ou la Grande-Bretagne, affichent cependant des taux bien supérieurs, de l'ordre de 30% et plus.

Concernant les facteurs de risques, l'étude, qui a porté sur neuf cantons et deux villes, constate par ailleurs, que les différences sociodémographiques sont particulièrement marquées. Les enfants dont les parents ont un faible niveau de formation sont de deux à quatre fois plus touchés que les enfants de parents universitaires, et ceci indépendamment de la nationalité. Assez logiquement aussi, les enfants étrangers sont nettement plus souvent en surpoids (25%) que les Suisses (15%). L'effet de l'immigration se fait d'ailleurs aussi sentir chez les Helvètes d'origine étrangère.

Autre constat intéressant: celui d'un clivage ville-campagne. Il ressort de l'étude que, au cours des années scolaires 2010 à 2013, le surpoids chez les écoliers est un peu plus fréquent dans les grandes villes et les cantons-villes que dans les régions rurales. Mais ces dernières ne sont pas pour autant épargnées par le phénomène. «Les résultats sont sans équivoque: le surpoids est un problème à prendre au sérieux, à tous les niveaux scolaires et dans toutes les communes», souligne l'étude. AVEC ATS